



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 20/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPM-ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE

57 AVENUE DE BELGIQUE
68110 Illzach

Références : 0006700409_2024_11_27_EPM_VIIC suivi ech MED oct 2023
Code AIOT : 0006700409

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement EPM-ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE implanté 57 AVENUE DE BELGIQUE 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée afin de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 12 octobre 2023. Cet arrêté porte sur les installations situées à l'apponement, au niveau du canal du Rhin au Rhône, quai de Rotterdam, à Illzach.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPM-ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE
- 57 AVENUE DE BELGIQUE 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site EPM d'Illzach est un dépôt pétrolier dont les activités sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique, essence), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras).

Les installations concernées par le présent contrôle sont situées au niveau de l'appontement présent sur la zone portuaire du canal Rhin au Rhône, quai de Rotterdam, à Illzach. L'appontement est relié par une canalisation de transport aux installations du dépôt pétrolier.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Respect des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 12 octobre 2023

Référentiels utilisés :

- Arrêté préfectoral portant mise en demeure du 12 octobre 2023
- Arrêté préfectoral n°2010-057-21 du 26 février 2010 portant prescriptions complémentaires et codificatif pour le fonctionnement de L'ENTREPÔT PETROLIER DE MULHOUSE à ILLZACH, en référence au titre 1er du Livre V du code de l'environnement ;
- Arrêté Ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Efficacité MMR appontement	AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2	Amende	-
2	Cinétique MMR appontement	AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2	Amende	-
5	Formation personnel extérieur gestion crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I point 1 et 5	Demande de justificatifs	1 mois
6	Plan d'organisation interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V points a, c et i	Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Test et maintenance MMR	AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2	Sans objet
4	Exercice barrage flottant	Arrêté Préfectoral du 26/02/2010, article 7.6.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec les prescriptions de la mise en demeure du 12 octobre 2023. Une proposition de sanction administrative (amende) est proposée au Préfet.
Le service d'inspection attend également des compléments de la part de l'exploitant sur la formation à la gestion de crise du prestataire intervenant à l'appontement et l'actualisation de son Plan d'Opération Interne (POI).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Efficacité MMR appontement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité MMR appontement
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2010 susvisé : «[...] <i>Les mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers doivent répondre à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, en terme d'efficacité, [...].</i> [...]»
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 2 : Cinétique MMR appontement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique MMR appontement
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2010 susvisé : «[...] <i>Les mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers doivent répondre à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, en terme de [...] cinétique, [...].</i> [...]»
Constats : Les constats relatifs à ce point de contrôle sont placés en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 3 : Test et maintenance MMR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/10/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Test et maintenance MMR
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2010 susvisé : «[...]» <i>Les mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers doivent répondre à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, en terme de [...] test et maintenance.</i> [...]."
Constats : Lors de la visite du 24 mars 2023 il a été constaté dans l'extrait du registre de maintenance consulté : <ul style="list-style-type: none">• que les arrêts d'urgence (AU) ne sont pas identifiés comme des éléments des mesures de maîtrise des risques (MMR) alors qu'ils sont identifiés comme tel dans l'étude de dangers de l'exploitant version 2016 (chapitre 8), et qu'ils commandent différents actionneurs permettant de mettre en sécurité les installations,• que les deux réserves d'émulseur associées aux canons incendie de l'apportement, identifiées comme MMR dans l'étude de dangers de l'exploitant version 2016 (chapitre 8), ne sont pas mentionnées dans le registre des contrôles internes réalisés et que leur date de validité est dépassée. <p>Par courrier du 21 novembre 2023 l'exploitant indiquait avoir intégré dans sa GMAO (logiciel de gestion de la maintenance) la vérification des émulseurs de l'apportement et identifié les arrêts d'urgence en tant que MMR.</p> <p>Lors de la visite du 27 novembre 2024, le service d'inspection a examiné dans la GMAO le bordereau de travail (BT) n° 25433 du 25 octobre 2024, associé au test annuel du fonctionnement complet de la mesure de maîtrise des risques (comprenant les asservissements) associée au déclenchement du bouton d'arrêt d'urgence situé au niveau du bungalow de l'apportement. Les observations du service d'inspection sur le contenu de ce test sont reprises dans le point de contrôle n°2.</p> <p>Lors de la visite terrain, le service d'inspection n'a pas relevé d'anomalie sur la validité de la réserve d'émulseur présente à côté du canon incendie situé au sud des installations (proche du groupe motopompe). L'exploitant a indiqué oralement que la seconde réserve a également été changée.</p> <p>L'exploitant s'est mis en conformité par rapport aux écarts relevés lors du contrôle du 24 mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exercice barrage flottant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2010, article 7.6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice barrage flottant
Prescription contrôlée : "[...] Un exercice de mise en place de barrage sera effectué annuellement."
Constats : Lors de l'inspection du 24 mars 2023 (objet de l'observation mentionnée au constat n° 4 du rapport de visite daté du 19 juillet 2023) l'inspection des installations classées a constaté que la périodicité annuelle de l'exercice de mise en place du barrage flottant n'était pas respectée entre 2020 et 2022. Un exercice avait toutefois été réalisé le 31 janvier 2023 avec les services de secours. Ce barrage flottant, en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures dans le canal lors d'un déchargement de barge, permet de limiter la dispersion de la pollution. Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'exploitant a présenté aux inspecteurs le compte rendu (référéncé 23465) de l'exercice réalisé en janvier 2024 mettant en œuvre le barrage flottant. Ce compte rendu n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection. La périodicité annuelle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation personnel extérieur gestion crise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I point 1 et 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation personnel extérieur gestion crise
Prescription contrôlée : 1. Organisation, formation [...] Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. [...] 5. Gestion des situations d'urgence [...] des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. [...] Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">• d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;• de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Lors de l'inspection du 24 mars 2023 (objet de l'observation mentionnée au constat n° 5 du rapport de visite daté du 19 juillet 2023) l'inspection des installations classées a constaté que le prestataire qui supervise les opérations de déchargement des barges au niveau de l'appontement ne participe pas aux exercices de gestion des situations d'urgence organisés par l'exploitant sur l'appontement. Le compte-rendu de l'exercice de mise en place du barrage flottant réalisé en janvier 2024 mentionne la présence de l'un des deux agents du prestataire, Petroservices, intervenant sur les

installations d'EPM.
L'exploitant précise que le personnel du prestataire (deux personnes) autorisé à travailler sur l'appontement détient une habilitation délivrée par EPM à la suite de son cursus de formation sur site. Le prestataire organise également des exercices sur l'appontement pour son personnel. Le dernier a été effectué le 16 novembre 2023. Le service d'inspection a relevé qu'il concernait un seul des deux agents intervenant sur les installations d'EPM sur la gestion d'un épandage d'hydrocarbures suivi d'un incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera que le cursus de formation du prestataire contient les dispositions spécifiques associées à la gestion des situations d'urgence de l'appontement. L'exploitant justifiera que l'ensemble du personnel du prestataire intervenant sur l'appontement effectue des exercices relatifs à la gestion des situations d'urgence sur l'appontement.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Plan d'organisation interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V points a, c et i
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'organisation interne
Prescription contrôlée : Annexe V DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 a) Nom ou fonction des [...] personne responsable des mesures d'atténuation sur le site [...] ; [...] c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles [...] i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont [...] les analyses [...], et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III [...]. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023. [...] Constats : Lors de l'inspection du 24 mars 2023 (objet de l'observation mentionnée au constat n° 7 du rapport de visite daté du 19 juillet 2023), l'inspection des installations classées a constaté que le plan d'opération interne (POI) ne mentionne pas qui est en charge des actions manuelles à réaliser,

comme par exemple le fait d'aller plonger la canne de prélèvement dans l'émulseur associé aux canons incendie de l'appontement.

Lors de la visite du 27 novembre 2024, l'exploitant a indiqué avoir modifié son POI. Il précise également que les réserves d'émulseur présentes à côté des canons incendie dirigés vers la barge sont exclues de sa stratégie de défense contre l'incendie. Leur utilisation serait décidée lors de la gestion de crise avec les services de secours.

L'exploitant a communiqué au service d'inspection, par mail du 28 novembre 2024, son POI mis à jour le 18 octobre 2024.

Le service d'inspection a examiné ce document pour ce qui concerne les installations situées au niveau de l'appontement.

Il a été spécifié au niveau de la fiche du scénario n°10 du POI que les actions de mise en sécurité sont réalisées par un agent de Petroservices (le prestataire de l'exploitant) ou par un opérateur du dépôt. Cette fiche a également été complétée avec la liste des produits de décompositions des fumées et les prélèvements dans l'environnement à réaliser (milieu, paramètre, quand les réaliser) en cas d'incendie.

Toutefois, le service d'inspection a constaté que la description des équipements de sécurité et des ressources disponibles présentes au chapitre 2 (dénommées fiches techniques) du POI, en ce qui concerne l'appontement, ne sont pas exhaustives (absence du groupe motopompe, absence des installations de pré-mélanges, etc.). Seules les deux réserves d'émulseur de 1000 litres associées au canon à eau sont mentionnées, alors que l'exploitant a indiqué qu'elles ne faisaient plus partie de sa stratégie de défense contre l'incendie.

Il n'est pas proposé à ce stade de suite administrative au vu des changements à venir sur les moyens de défense incendie de l'exploitant (cf. points de contrôle n° 1 et 2) et des éléments déjà présents dans ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans l'attente des travaux à venir sur le système de défense contre l'incendie (DCI) de l'appontement, l'exploitant veillera à mettre à la disposition de son personnel et des services de secours en cas d'incident ou d'accident, les informations exhaustives et actualisées associées aux moyens de défense contre l'incendie présents sur l'appontement.

Dès les travaux sur la DCI effectués, l'exploitant actualisera son POI conformément aux exigences de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et le transmettra au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois